

- b) Le chef de corps commandant le régiment du service militaire adapté présent en Guadeloupe ou son représentant ;
- c) Le directeur de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités ou son représentant ;
- d) Trois autres représentants des services de l'Etat désignés par le représentant de l'Etat ;
- 2° Six représentants de la collectivité d'outre-mer désigné par le président du conseil territorial ;
- 3° Un nombre compris entre quatre et huit, au titre du a comme du b, de représentants désignés par leurs organisations respectives :
- a) Des organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national et interprofessionnel, des organisations syndicales de salariés représentatives au niveau régional et interprofessionnel et des organisations syndicales de salariés intervenant dans les secteurs d'activités correspondant à ceux des organisations intéressées mentionnées au III de l'article **R. 2272-9** ;
- b) Des organisations professionnelles d'employeurs représentatives au niveau national et interprofessionnel, des organisations professionnelles d'employeurs représentatives au niveau régional et interprofessionnel ou au niveau multi-professionnel, ainsi que de la chambre économique multi-professionnelle à Saint-Barthélemy et de la chambre consulaire interprofessionnelle à Saint-Martin.
- 4° Des représentants des principaux opérateurs de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles implantés localement dont le directeur de l'institut universitaire, le directeur régional de Pôle emploi, le directeur de la commission paritaire interprofessionnelle régionale, le directeur de l'association régionale des missions locales, le représentant du réseau des associations de financement des créateurs-repreneurs d'entreprise, le directeur du centre d'animation, de ressources et d'information sur les formations et observatoire régional de l'emploi et de la formation professionnelle, le président du comité économique, social et environnemental régional, le directeur régional de l'Office national d'information des enseignements et des professions ainsi que le directeur régional de l'agence de l'outre-mer pour la mobilité ou leurs représentants ;
- 5° Des personnalités qualifiées dans le domaine de la transition écologique, après avis du président du conseil régional et du conseil économique, social et environnemental régional.
- Les représentants désignés en application du d du 1° et du 2° comprennent un nombre égal de femmes et d'hommes, conformément au principe de parité tel que défini à l'article **L. 6123-3**.
- Les membres mentionnés aux 4° et 5° du présent article siègent sans voix délibératives.
- Pour l'application du présent article, le représentant de l'Etat arrête la liste des organisations représentatives au niveau local mentionnées aux a et b du 3°, en application des dispositions du chapitre II du titre II du livre Ier de la deuxième partie et du chapitre II du titre V du même livre.

Sous-section 3 : Saint-Pierre-et-Miquelon

R. 6523-24

Décret n°2022-1472 du 24 novembre 2022 - art. 2

 [Legif](#)  [Plan](#)  [Jp.C.Cass.](#)  [Jp.Appel](#)  [Jp.Admin.](#)  [Juricaf](#)

Les dispositions de la sous-section 1 de la présente section, à l'exception de celles du II de l'article **R. 6523-16**, du a de l'article **R. 6523-17**, de l'article **R. 6523-18** en ce qu'il ajoute un 3° et un 4° au III de l'article **R. 6123-3**, de l'article **R. 6523-19** et de l'article **R. 6523-21**, sont applicables à Saint-Pierre-et-Miquelon sous réserve des adaptations suivantes :

- 1° Les attributions du comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles, sont exercées par le comité de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles ;
- 2° Les attributions dévolues au préfet de région sont exercées par le représentant de l'Etat à Saint-Pierre-et-Miquelon ;
- 3° Les compétences dévolues au président du conseil régional sont exercées par le président du conseil territorial ;
- 4° Les références à la région, à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à La Réunion sont remplacées par celles de Saint-Pierre-et-Miquelon ;
- 5° Les références au conseil départemental sont remplacées par celles du conseil territorial ;